



CNAS du 7 juillet 2015

Déclaration liminaire des syndicats
Solidaires, CGT, FO, CFDT, UNSA et CFTC

ÇA GRONDE !

Dans le prolongement du CTM du 3 juillet et en cohérence avec les propos tenus dans la déclaration unitaire lue en début de séance, les syndicats ne sont pas restés à cette séance du Conseil National d'Action Sociale (CNAS) du 7 juillet. Ils dénoncent la conception du dialogue social.



Celui-ci se caractérise hélas, là aussi, par un refus de toutes discussions, l'administration n'ayant pour objectif que d'imposer ses vues et ses projets.

La question posée au Secrétaire Général sur l'utilité du CTM se pose

également pour le CNAS. Avons-nous seulement vocation à entériner des suppressions d'emplois, des réductions des moyens humains et de fonctionnement alloués aux délégations ? **Pour les fédérations et leurs représentants au CNAS la réponse est NON.**

A titre d'exemple : la situation dans les délégations d'action sociale ne cesse de se dégrader et nous n'avons de cesse de vous en alerter.

Ainsi, 15 emplois ont été supprimés en 2013, 15 en 2014 et 15 autres le sont en 2015.

Comment les délégués peuvent-ils assurer leurs missions d'actions sociales auprès des agents dans ces conditions ?

Non seulement l'administration supprime des postes mais également des missions de proximité, en faisant disparaître le lien social indispensable que les délégués assurent entre les agents et les associations ALPAF (logements et prêts), EPAF (vacances enfants et familles). Liens encore mis à mal dans le cadre des budgets d'initiatives locaux (BIL) devenus des crédits d'actions locales (CAL) où les agents sont livrés à eux-mêmes, l'administration conseillant (fortement) aux délégués de s'abstenir de toute participation aux sorties organisées dans le cadre des CAL (voir la note d'orientation du secrétariat général adressée aux présidents de CDAS).

Dans ces conditions, les syndicats dénoncent le climat délétère qui s'est installé dans nombre de délégations, et qui conduit à ce que bien des délégués qui se sentent délaissés, méprisés, abandonnent leur poste avant la fin de leur mandat.

L'action sociale mérite mieux et plus de considération compte tenu de son lien avec les agents, d'autant plus dans ces périodes de restructurations et de réformes intenses. Cela exige que les alertes et les revendications des syndicats soient davantage écoutées, entendues et que leurs représentants soient respectés car à travers eux, ce sont tous les agents qui sont concernés.

Le budget doit être à la hauteur des besoins et ne pas se limiter à l'existant.

Puisque les ministres annoncent « leur forte implication en matière d'action sociale », qu'ils le prouvent à toutes et tous !

Les fédérations des finances s'insurgent contre le hold-up qui vient d'amputer le budget de l'ALPAF de 1,8 M € pour 2015.

FO BOYCOTTE LE COMITÉ NATIONAL DE SUIVI DU PLAN D' ACTIONS SUR LES CVT

Le 9 juillet 2015 se tenait le comité national de suivi du plan d'actions sur les conditions de vie au travail (CVT).

La veille, lors du comité de coordination DUERP (Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels), **FO** avait quitté la salle avec la CGT et Solidaires après avoir entendu les réponses d'auto-satisfaction de l'administration aux déclarations liminaires des syndicats.

FO a donc décidé de boycotter ce comité national, instance où l'administration se félicite des multiples dispositifs mis en place, tout en ayant renoncé à s'attaquer aux causes réelles du mal-être dans les services.

Faute de moyens, cette « campagne de communication » autour du TBVS (Tableau de bord de veille sociale), des EDD (espaces de dialogue) et autres fiches d'impact constitue au mieux un affichage destiné à préserver l'administration en cas de problèmes, au pire, la forme la plus aboutie de l'hypocrisie !!!

FO a insisté pour que soit présenté, devant le Comité Technique de Réseau, l'état annuel des services, tel que cela se pratiquait jusqu'en 2007 dans les anciennes directions, afin de pouvoir aborder l'ensemble des sujets concernant les missions et leurs conditions d'exercice.

Faute d'avoir été entendu, le syndicat a décidé de ne plus participer à ce comité national de suivi du plan d'actions sur les conditions de vie au travail (CVT).

Pour **FO**, il s'agit de ne plus cautionner, par sa présence, les docteurs Diafoirus du mal-être au travail qui se refusent obstinément à en reconnaître les causes. D'autant que ce sont les mêmes qui préparent le démantèlement du réseau et des services au prétexte d'être plus efficaces, compte tenu des moyens de plus en plus faibles dont dispose désormais la DGFIP. C'est peu de dire qu'ils ont totalement renoncé à défendre les conditions de vie au travail des personnels et, par la même occasion, qu'ils ont déjà abandonné sans le dire certaines missions de notre administration.

Dans la mesure où l'administration élude les vrais débats sur le niveau d'emplois, sur la pérennité des missions et du réseau et s'évertue à feindre de nous demander notre avis dans des GT devenus de simples chambres d'enregistrement de projets déjà ficelés, **FO** prend ses responsabilités et appelle les personnels à se mobiliser avec nous pour organiser la résistance et la riposte.

